

Art. 2. § 1^{er}. Les ajustements des budgets des organismes visant à incorporer les augmentations de crédit dans les postes budgétaires affectés par le présent arrêté de réallocation, sont établis par les Conseils d'administration et les fonctionnaires dirigeants des organismes publics flamands, des agences autonomisées internes et des agences autonomisées externes de droit public. Par suite de la signature du présent arrêté, les ajustements des budgets sont censés être approuvés conformément à l'article 5 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

§ 2. Les ajustements des budgets des services à gestion séparée visant à incorporer les augmentations de crédit dans les postes budgétaires affectés par le présent arrêté de réallocation, sont établis par le fonctionnaire dirigeant du service à gestion séparée concerné. Dans la mesure où l'arrêté du Gouvernement flamand en question relatif à la gestion financière et matérielle du service à gestion séparée concerné prévoit cette possibilité, l'ajustement du budget par suite de la signature du présent arrêté est censé être approuvé par le Ministre flamand fonctionnellement compétent et par le Ministre flamand compétent pour le budget.

Art. 3. Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, à la Cour des Comptes, au Parlement flamand et au Ministère de la Communauté flamande.

Art. 4. Les membres du Gouvernement flamand sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

Le Ministre flamand des Finances et du Budget
et de l'Aménagement du Territoire,
D. VAN MECHELEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3145

[2007/202390]

21 JUIN 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S."

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, VI, 1^o, et IX, 2^o;

Vu l'accord de coopération conclu le 30 mai 2005 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle auquel il a été porté assentiment par décret du 16 mars 2006;

Vu le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S.", notamment les articles 1^{er}, 2, 4 à 9 et 12 à 20;

Vu la concertation effectuée avec le Ministre fédéral de l'Emploi, en vertu de l'article 6, § 3^{bis}, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'avis n° A 854 du Conseil économique et social de la Région wallonne, adopté le 5 mars 2007;

Vu l'avis n° A 856 du Conseil wallon de l'Economie sociale marchande, adopté le 19 mars 2007;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 27 février 2007;

Vu l'avis n° 10.5/2007 de la Fédération des centres publics d'action sociale de l'Union des villes et communes de Wallonie repris dans l'avis Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne visé ci-après;

Vu l'avis n° 10/2007 du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 2 mars 2007;

Vu l'avis de la Commission consultative du dispositif intégré d'insertion, donné le 6 mars 2007;

Vu le procès-verbal établi le 23 février du Comité C des services publics provinciaux et locaux - sous-section "Région wallonne";

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 janvier 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 janvier 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 42.776/2, donné le 26 avril 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le Gouvernement, conformément à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle, auquel le décret du 16 mars 2006 a porté assentiment, entend, dans le cadre de ses compétences, prendre les mesures nécessaires et à libérer des moyens en vue du développement du premier pilier de l'économie plurielle visé l'article 1^{er} dudit accord de coopération;

Considérant que le Gouvernement entend, en vue de la poursuite du développement et l'ancrage structurel des services de proximité et en vue de satisfaire des besoins individuels et collectifs au niveau local permettre une augmentation importante des possibilités d'emploi afin que ces services contribuent dans une large mesure au renforcement de la cohésion sociale, principalement en raison de l'approche participative qui leur est caractéristique;

Considérant que le Gouvernement entend ainsi que soit mis en œuvre un maximum de chances en faveur des groupes à risque. Dans ce cadre, au côté des chômeurs de longue durée, une attention particulière a été accordée, dans le cadre d'une perspective de carrière, à l'intégration durable du groupe des bénéficiaires du revenu d'intégration et des bénéficiaires d'une aide sociale financière;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° "décret" : le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S.";

2° "I.D.E.S.S." : un des organismes visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret;

3° "services de proximité à finalité sociale" : les services listés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret et déterminés à l'article 2;

4° "travailleurs" : les personnes visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret;

5° "bénéficiaires" : les personnes visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, du décret et précisées à l'article 3;

6° "Ministre" : le Ministre ayant l'Emploi et l'Economie sociale dans ses attributions;

7° "Administration" : la Direction de l'Emploi et de l'Immigration de la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

8° "Commission" : la Commission d'agrément et de suivi des I.D.E.S.S. instaurée en vertu de l'article 9 du décret;

9° "petits travaux d'entretien, de réparation et d'aménagement de l'habitat" : les travaux de réparation, de remplacement et d'aménagement de minime importance ne devant pas mobiliser de qualification telle qu'ils ne pourraient être effectués par le particulier lui-même s'il était bricoleur et qui ne peuvent être scindés en de multiples prestations constituant chacune un travail qui pourrait être satisfait par le marché;

10° "aménagement et entretien des espaces verts" : les travaux d'aménagement et entretien des espaces verts de minime importance tels que :

1° la tonte de pelouses;

2° la taille de haies;

3° le désherbage des abords de l'habitation et des cours;

4° le bêchage des jardins et des potagers;

5° le façonnage de bois de chauffage;

6° le ramassage et l'évacuation des déchets et/ou des feuilles et branchages;

11° "transport social" : le transport permettant aux personnes visées à l'article 3, § 1^{er}, 3^o et 4^o, ne bénéficiant pas d'un moyen de transport personnel ou d'une autre possibilité de transport tels que les transports en commun ou les taxis afin d'effectuer des déplacements;

12° "buanderie sociale" : les services de lessive destinés aux personnes visées à l'article 3, § 1^{er}, 3^o et 4^o;

13° "magasins sociaux" : les magasins proposant aux personnes visées à l'article 3, § 1^{er}, 3^o et 4^o, du décret, la vente de produits d'alimentation ou de première nécessité à des prix inférieurs d'au moins 30 % aux prix pratiqués par la grande distribution;

14° le nettoyage des locaux : le nettoyage des locaux de petites associations sans but lucratif.

CHAPITRE II. — Du développement des services de proximité et des bénéficiaires

Art. 2. Les services de proximité à finalité sociale s'inscrivant dans les domaines d'activités visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9^o et 10^o, ne peuvent être mis en œuvre que par une I.D.E.S.S. agréée en vertu du décret et du présent arrêté, hormis s'il s'agit d'organismes agréés en vertu de législations ou de réglementations leur permettant d'offrir ce types de services.

L'I.D.E.S.S. qui développe les services de proximité s'inscrivant dans le domaine d'activités visé à l'article 1^{er}, 9^o, doit adopter la forme d'une société à finalité sociale telle que visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, b), du décret. Dans ce cas, elle doit être enregistrée auprès du Service public fédéral Finances conformément aux articles 400 à 408 du Code des Impôts sur les revenus. Elle peut également adopter la forme prévue à l'article 1^{er}, 1^o, a), c) et d), du décret uniquement si elle s'adresse aux bénéficiaires visés à l'article 3, § 1^{er}, 3^o et 4^o.

L'I.D.E.S.S. qui développe les services de proximité s'inscrivant dans le domaine d'activité visés à l'article 1^{er} 10^o, doit adopter la forme d'une société à finalité sociale telle que visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, b), du décret. Elle peut également adopter la forme prévue à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, a), c) et d), du décret uniquement si elle s'adresse aux bénéficiaires visés à l'article 3, § 1^{er}, 3^o et 4^o.

L'I.D.E.S.S. qui développe les services de proximité à finalité sociale s'inscrivant dans le domaine visé à l'article 1^{er}, 11^o, peut adopter une des formes prévues à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, a) à d), du décret.

L'I.D.E.S.S. qui développe les services de proximité à finalité sociale s'inscrivant dans les domaines visés à l'article 1^{er}, 12^o et 13^o, doit adopter une des formes prévues à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, a), c) et d), du décret.

L'I.D.E.S.S. qui développe les services de proximité à finalité sociale s'inscrivant dans le domaine visé à l'article 1^{er}, 14^o, doit adopter la forme d'une société à finalité sociale telle que visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, b), du décret.

Art. 3. § 1^{er}. Les bénéficiaires sont :

1^o soit les personnes physiques visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, du décret qui résident en Région wallonne et occupent leur habitat à titre de premier logement;

2^o soit les personnes morales visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, du décret, qui ont leur siège social situé en Région wallonne;

3^o soit les personnes physiques qui résident en Région wallonne ayant droit au revenu d'intégration sociale et les personnes physiques résidant en Région wallonne qui disposent selon leur(s) dernier(s) avertissement(s) - extrait(s) de rôle d'un revenu qui n'est pas supérieur à celui visé par l'arrêté royal du 11 juillet 2002 relatif au plancher de revenus en matière de remboursements par les débiteurs d'aliments. En ce qui concerne les ménages, le montant maximal visé ci-avant est multiplié par 1,33;

4^o soit les personnes qui résident en Région wallonne visées par :

a) la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale;

b) la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif des dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis, modifiée par les lois des 3 mai 1999 et 19 avril 2002;

c) la loi du 5 juin 2002 relative au maximum à facturer dans l'assurance soins de santé en ce qu'elles concernent les bénéficiaires de l'intervention majorée.

§ 2. Les bénéficiaires visés au § 1^{er}, 1^o, peuvent recourir à une I.D.E.S.S. agréée pour des services de proximité s'inscrivant dans le domaine visé à l'article 1^{er}, 9^o, au maximum dix fois par an. Chaque prestation ne peut toutefois excéder quatre heures et ne peut concerner que des biens immobiliers sis en Région wallonne consistant en des habitations à usage exclusivement privé.

Le délai entre chaque prestation est d'au moins une semaine.

Le tarif des prestations est fixé à 12,10 euros par heure.

§ 3. Les bénéficiaires visés au § 1^{er}, 3^o et 4^o, peuvent recourir à une I.D.E.S.S. agréée pour des services de proximité s'inscrivant dans le domaine visé à l'article 1^{er}, 9^o.

Les prestations ne peuvent excéder 75 heures par an et par habitation.

Le tarif des prestations est fixé à 10,89 euros maximum par heure.

§ 4. Les bénéficiaires visés au § 1^{er}, 1^o, peuvent recourir à une I.D.E.S.S. agréée pour des services de proximité s'inscrivant dans le domaine visé à l'article 1^{er}, 10^o, dans les limites suivantes :

1^o la tonte de pelouses d'une surface inférieure à 300 m²;

2^o la taille de haies de maximum 40 m de long et 3 m de haut;

3^o le désherbage des abords de l'habitation et des cours de moins de 75 m²;

4^o le bêchage des jardins et des potagers d'une surface inférieure à 150 m²;

5^o le façonnage de bois de chauffage;

6^o le ramassage et l'évacuation des déchets et/ou des feuilles et branchages.

Le tarif des prestations est fixé à 12,10 euros par heure.

§ 5. Les bénéficiaires visés au § 1^{er}, 3^o et 4^o, peuvent recourir à une I.D.E.S.S. agréée pour des services de proximité s'inscrivant dans le domaine visé à l'article 1^{er}, 10^o.

Le tarif des prestations est fixé à 12,10 euros maximum par heure.

§ 6. Seuls les bénéficiaires visés au § 1^{er}, 3^o et 4^o, peuvent solliciter les services de proximité à finalité sociale s'inscrivant dans le domaine visé à l'article 1^{er}, 11^o.

L'I.D.E.S.S. qui preste ce type de service de proximité à finalité sociale doit respecter les définitions, clauses, conditions et spécifications techniques applicables au transport de personnes en Région wallonne.

§ 7. Seuls les bénéficiaires visés au § 1^{er}, 3^o et 4^o, peuvent solliciter les services de proximité à finalité sociale s'inscrivant dans le domaine visé à l'article 1^{er}, 12^o.

Le tarif des prestations est fixé à 8,47 euros maximum par heure.

§ 8. Seuls les bénéficiaires visés au § 1^{er}, 3^o et 4^o, peuvent solliciter les services de proximité à finalité sociale s'inscrivant dans le domaine visé à l'article 1^{er}, 13^o.

§ 9. Les bénéficiaires visés au § 1^{er}, 2^o, ne peuvent solliciter que les services de proximité à finalité sociale s'inscrivant dans le domaine visé à l'article 1^{er}, 14^o pour leurs propres locaux.

Ces prestations sont limitées à 250 heures par an et par personne morale. Le tarif des prestations est fixé à 8,47 euros par heure.

§ 10. Les montants fixés aux §§ 2 à 5 et 7 à 9 s'entendent taxe sur la valeur ajoutée incluse.

§ 11. Les tarifs des prestations visées aux §§ 2 à 5 et 7 à 9 sont indexés annuellement en tenant compte de la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des cinquième et sixième mois de l'année, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des cinquième et sixième mois

de l'année antérieure. Toutefois, cette indexation ne peut être supérieure à l'indexation du budget général des dépenses primaires déterminée annuellement par le Parlement wallon et ne sera effective que si l'indice santé a augmenté de 5 points par année de référence.

§ 12. Néanmoins, l'I.D.E.S.S. visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, a), c) et d), du décret, qui preste les services de proximité à finalité sociale dans des domaines d'activités visés à l'article 1^{er}, 9^o à 13^o, peut développer ces services pour des bénéficiaires autres que ceux visés à l'article 3, § 1^{er}, 3^o et 4^o, à concurrence d'un nombre total représentant au maximum 20 % du nombre total de bénéficiaires.

§ 13. Le Ministre peut préciser les dispositions visées aux §§ 1^o à 5^o et 11^o et 12^o.

CHAPITRE III. — De l'octroi et du renouvellement de l'agrément

Art. 4. § 1^{er}. Pour être agréée en tant qu'I.D.E.S.S., l'organisme adresse une demande à l'Administration, au moyen d'un formulaire dont le modèle est déterminé par le Ministre sur proposition de l'Administration, après avis du Commissariat Easi-Wal et mis à sa disposition par elle. La demande contient, notamment, des précisions sur la forme juridique du demandeur, le ou les domaine(s) d'activité pour lesquels l'agrément est sollicité ainsi que le nombre de travailleurs pour lesquels une subvention est demandée.

La demande est adressée par voie postale ou par voie électronique. Elle est accompagnée le cas échéant des statuts de l'organisme ainsi que des derniers comptes annuels.

L'Administration réceptionne la demande d'agrément et adresse à l'organisme demandeur un courrier d'accusé de réception dans les quinze jours. Si la demande d'agrément ou le dossier est incomplet, l'Administration en avise l'organisme demandeur dans le même courrier en lui faisant part des pièces ou renseignements manquants.

§ 2. L'Administration instruit la demande d'agrément sur base, notamment :

1^o d'une déclaration sur l'honneur de l'organisme demandeur s'engageant à respecter les conditions visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 6^o et 12^o à 17^o, du décret;

2^o d'une description des services de proximité qu'il désire développer;

3^o des moyens qu'il compte y affecter en vue d'apprécier la pertinence du projet;

4^o d'une étude de marché relative au domaine d'activités concerné démontrant la plus-value du projet en regard des services existants;

5^o des éléments permettant d'apprécier la pertinence et la viabilité économique des services de proximité à finalité sociale pour lesquels il demande l'agrément ainsi que le nombre de travailleurs qui seront engagés compte tenu du volume de bénéficiaires concernés par type de services de proximité à finalité sociale et par domaine d'activités;

6^o de l'établissement des tarifs pratiqués;

7^o du plan de formation des travailleurs;

8^o des éléments permettant d'apprécier la méthodologie à mettre en œuvre en vue d'associer les travailleurs et les bénéficiaires au projet;

9^o de la convention visée à l'article 4, 9^o, du décret signée avec le FOREm;

10^o de la ou des convention(s) de partenariat visée(s) à l'article 4, 10^o, du décret et signée(s) avec des acteurs du Dispositif d'insertion socioprofessionnelle.

Le Ministre peut dispenser l'organisme de fournir certains éléments du dossier de demande dès lors qu'ils sont en possession de l'Administration par des sources authentiques.

Le Ministre détermine, sur proposition de l'Administration, les modalités minimales devant figurer dans la convention visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 5^o, du décret visant à établir un partenariat avec d'autres opérateurs.

Le Ministre détermine, sur proposition du FOREm ou de la Commission consultative du DIISP les modèles de convention visées à l'article 4, 9^o et 10^o, du décret.

L'Administration adresse pour avis la demande et le dossier complets à la Commission dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande et du dossier complets.

Préalablement à la remise de son avis, la Commission peut requérir de l'organisme demandeur des documents probants complémentaires dans le délai qu'elle fixe. La Commission remet son avis dans les 30 jours et le transmet à l'Administration. A défaut de respecter ce délai, l'avis n'est plus requis.

L'avis de la Commission porte, notamment, sur le nombre de travailleurs à occuper.

L'Administration adresse une proposition de décision au Ministre dans les quinze jours de la réception de l'avis de la Commission ou, à défaut d'avis de la Commission, dans les quarante-cinq jours qui suivent la transmission de la demande et du dossier complets à cette dernière.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué se prononce sur la demande d'agrément dans un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de l'Administration. La décision d'agrément précise le nombre de travailleurs à occuper. L'Administration notifie, par courrier recommandé ou par tout moyen conférant une date certaine d'envoi ou de réception, la décision du Ministre à l'organisme demandeur dans les quinze jours de sa réception. Elle en informe la Commission par courrier simple.

Art. 5. La demande de renouvellement d'agrément est adressée selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, auprès de l'Administration au plus tôt 240 jours et au plus tard 120 jours avant l'expiration de l'agrément en cours.

L'I.D.E.S.S. n'est tenue de communiquer à l'Administration que les modifications par rapport à l'agrément en cours. La procédure de renouvellement d'agrément est régie selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 4. L'instruction de l'Administration et l'avis motivé de la Commission se basent notamment sur le(s) rapport(s) d'activités visés à l'article 17 du décret.

CHAPITRE IV. — De la suspension et du retrait de l'agrément

Art. 6. § 1^{er}. Sur proposition de l'Administration, l'agrément en cours peut être suspendu par le Ministre lorsque l'I.D.E.S.S. agréée cesse de remplir l'une des conditions d'agrément prévues par ou en vertu du décret et que le Ministre estime que la situation de l'I.D.E.S.S. agréée est susceptible de régularisation dans le délai qu'il fixe.

Passé ce délai, le Ministre peut retirer l'agrément si l'I.D.E.S.S. agréée n'a pas répondu favorablement aux motifs de la suspension.

§ 2. L'agrément en cours peut être retiré par le Ministre lorsque l'I.D.E.S.S. agréée cesse de remplir l'une des conditions d'agrément prévues par le décret et le présent arrêté.

§ 3. La décision de suspension ou de retrait de l'agrément est notifiée à l'I.D.E.S.S. par l'administration par lettre recommandée ou par tout moyen conférant une date certaine d'envoi ou de réception.

Art. 7. En cas de suspension ou de retrait d'agrément, l'I.D.E.S.S. agréée peut adresser, par courrier recommandé ou par tout moyen conférant une date certaine d'envoi ou de réception, un recours motivé auprès de la Commission dans les trente jours à compter de la réception de la décision de suspension ou de retrait.

L'I.D.E.S.S. ou la personne qu'elle désigne peut être entendue par la Commission à sa demande.

La Commission en accuse réception dans les quinze jours, instruit le recours et remet une proposition d'avis au Ministre dans les trente jours de la réception du recours. A défaut de respecter ce délai, l'avis n'est plus requis.

Le Ministre confirme ou infirme sa décision initiale dans les trente jours de la réception de l'avis de la Commission à défaut d'avis de la Commission, dans les quarante-cinq jours qui suivent l'accusé de réception visé à l'alinéa 3. L'Administration adresse au requérant la décision, par courrier recommandé ou par tout moyen conférant une date certaine d'envoi ou de réception, dans les quinze jours de sa réception et en informe la Commission par courrier simple.

CHAPITRE V. — *De la commission d'agrément et de suivi*

Art. 8. Le Ministre nomme le président de la Commission. Il nomme les autres membres de la Commission sur proposition de leurs mandants.

Art. 9. Le Ministre désigne le secrétaire de la Commission et son suppléant visés à l'article 11, 8°, du décret parmi le personnel de l'Administration.

Art. 10. La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre.

CHAPITRE VI. — *Des subventions*

Art. 11. § 1^{er}. Pour autant qu'elle occupe au moins deux travailleurs en équivalent temps plein, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une subvention annuelle de 1.500 euros à l'I.D.E.S.S. agréée en vue de couvrir partiellement les frais de fonctionnement de celle-ci.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut également octroyer à l'I.D.E.S.S. agréée une subvention annuelle de 8.000 euros en vue de couvrir partiellement les rémunérations des travailleurs, calculée en équivalent temps plein, visés à l'article 1^{er}, 3°, a) et c), du décret, occupés sous contrat de travail par celle-ci.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer, par travailleur, une subvention complémentaire à celle visée à l'alinéa 2, d'un montant de 1.000 euros lorsque celui-ci exécute des prestations visées à l'article 3, § 3, alinéa 1^{er}, § 5, alinéa 1^{er}, § 6, alinéa 1^{er}, § 7, alinéa 1^{er} et § 8.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut également octroyer les subventions visées aux alinéas 2 et 3 aux travailleurs autres que ceux visés à l'article 1^{er}, 3°, a) et c), du décret, si ces travailleurs ont été engagés par une I.D.E.S.S. qui prestait des services de proximité à titre expérimental avant l'entrée en vigueur du décret et ce, dans le cadre du fonds expérimental "services de proximité" de la Fondation Roi Baudouin.

§ 2. Conformément aux modalités visées par ou en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, l'I.D.E.S.S. qui s'engage, dans les trois mois qui suivent la date d'introduction de la demande d'aide dans le cadre du décret du 25 avril 2002 précité à embaucher au moins :

1° deux travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie de quatre points à affecter pour le recrutement d'un demandeur d'emploi occupé à mi-temps;

2° trois travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie de sept points à affecter pour le recrutement d'un demandeur d'emploi occupé à temps plein;

3° cinq travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie de onze points à affecter pour le recrutement de deux demandeurs d'emploi occupés pour un temps de travail équivalent à un temps plein et demi;

4° huit travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie de quatorze points à affecter pour le recrutement de deux demandeurs d'emploi occupés à temps plein;

5° dix travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie de dix-huit points à affecter pour le recrutement de trois demandeurs d'emploi occupés à temps plein;

6° treize travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie de vingt et un points à affecter pour le recrutement de trois demandeurs d'emploi occupés à temps plein;

7° quinze travailleurs en équivalent temps plein, bénéficie de vingt-quatre points à affecter pour le recrutement de trois temps plein et demi demandeurs d'emploi.

Le Ministre détermine les modalités de calcul visées à l'article 16, alinéa 2 du décret.

Art. 12. Le Ministre détermine les modalités de liquidation des subventions visées à l'article 11, § 1^{er}, dans le respect de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes.

Art. 13. Par effectif de référence au sens de l'article 15 du décret, on entend le nombre de travailleurs, exprimé en équivalent temps plein, inscrits à l'Office national de Sécurité sociale, ci-après dénommé O.N.S.S.

Le nombre de travailleurs salariés est vérifié, sur base des données contenues dans la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, à la fin du trimestre qui précède l'engagement d'un ou de plusieurs travailleurs visés à l'article 1^{er}, 3°, du décret et à la fin du trimestre pendant lequel leur engagement se termine.

Cette vérification est effectuée par l'Administration. Le Ministre peut, sur demande de l'I.D.E.S.S., déroger au principe de l'augmentation de l'emploi par rapport à l'effectif de référence pour des motifs économiques dûment motivés et pour une période d'un an maximum.

CHAPITRE VII. — *Du suivi, du contrôle, de la surveillance et de l'évaluation*

Art. 14. L'I.D.E.S.S. agréée est tenue de remettre chaque année à l'Administration, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'activité, le rapport visé à l'article 17 du décret.

Les I.D.E.S.S. sont évaluées par l'Administration. Les résultats de l'évaluation sont communiqués à la Commission et au Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le Ministre précise les modalités d'évaluation au regard des éléments visés à l'article 18, alinéa 2, du décret et d'autres données telles que :

- 1° les éléments de tarification;
- 2° la viabilité économique des projets;
- 3° les activités effectivement prestées au regard des activités autorisées;
- 4° le respect des limitations d'activités établies;
- 5° les contrôles mis en œuvre.

Art. 15. Le contrôle et la surveillance du décret et du présent arrêté sont effectués par les inspecteurs visés à l'article premier du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi et conformément à celui-ci.

Art. 16. Le Ministre transmet annuellement au Gouvernement, sur proposition de l'administration et de la Commission, le rapport visé à l'article 19 du décret. Ce rapport est rédigé selon les modalités qu'il détermine.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions diverses*

Art. 17. Les délais stipulés par le présent arrêté sont des jours francs. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 18. Les organismes qui bénéficiaient, à la date d'entrée en vigueur du décret et du présent arrêté d'aides dans le cadre du décret du 25 avril 2002 précité et les organismes qui prestaient des services de proximité à titre expérimental dans le cadre du fonds expérimental "services de proximité" de la Fondation Roi Baudouin peuvent continuer à bénéficier de ces aides tant que les subventions visées à l'article 11 ne sont pas équivalentes, toutes sources de financement confondues, à ces aides.

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

Art. 19. Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 30 juin 2007.

Art. 20. Le Ministre ayant l'Emploi et l'Economie sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 juin 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 3145

[2007/202390]

21 JUNI 2007. — **Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S."**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 6, § 1, VI, 1°, en IX, 2°;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de meerwaardeneconomie, gesloten op 30 mei 2005 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap, waarmee ingestemd is bij decreet van 16 maart 2006;

Gelet op het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", afgekort : "I.D.E.S.S.", inzonderheid op de artikelen 1, 2, 4 tot 9 en 12 tot 20;

Gelet op het overleg gepleegd met de federale Minister van Tewerkstelling, krachtens artikel 6, § 3bis, 1°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Gelet op het advies nr. A 854 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), aangenomen op 5 maart 2007;

Gelet op het advies nr. A 856 van de "Conseil wallon de l'Economie sociale marchande" (Waalse Raad voor Sociale Markteconomie), aangenomen op 19 maart 2007;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 27 februari 2007;

Gelet op het advies nr. 10.5/2007 van de Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van de steden en gemeenten van Wallonië), opgenomen in het advies van de hierna bedoelde "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies nr. 10/2007 van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne", gegeven op 2 maart 2007;

Gelet op het advies van de adviescommissie van het geïntegreerde insluitingsstelsel, gegeven op 6 maart 2007;

Gelet op het proces-verbaal opgemaakt op 23 februari door het Comité C van de provinciale en lokale openbare diensten - subsectie "Waals Gewest";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 januari 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 januari 2007;

Gelet op het advies nr. 42.776/2 van de Raad van State, gegeven op 26 april 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de Regering, overeenkomstig het samenwerkingsakkoord betreffende de meerwaarden-economie, gesloten op 30 mei 2005 tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap en waarmee is ingestemd bij decreet van 16 maart 2006, van plan is in het raam van haar bevoegdheden de nodige maatregelen te nemen en middelen vrij te maken met het oog op de ontwikkeling van de eerste pijler van de meerwaarden-economie bedoeld in artikel 1 van genoemd samenwerkingsakkoord;

Overwegende dat de Regering, om de ontwikkeling en de structurele verankering van de buurtdiensten voort te zetten en om in te spelen op de individuele en collectieve behoeften op plaatselijk niveau, van plan is de tewerkstellingsmogelijkheden aanzienlijk te verhogen zodat genoemde diensten ruimschoots kunnen bijdragen tot de versterking van de sociale cohesie, voornamelijk via de participatieve benadering die hen kenmerkt;

Overwegende dat de Regering zodoende wil dat een maximum kansen ten gunste van de risicogroepen tot stand gebracht worden. In dat raam werd, behalve de langdurige werklozen, vanuit een loopbaanperspectief een bijzondere aandacht gegeven aan de duurzame inschakeling van leefloners en rechthebbenden op een financiële sociale hulpverlening;

Op de voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "decreet" : het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", afgekort : "I.D.E.S.S.";

2^o "I.D.E.S.S." : één van de instellingen bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1^o, van het decreet;

3^o "buurtdiensten met een maatschappelijk doel" : de diensten bedoeld in artikel 1, eerste lid, 2^o, van het decreet en omschreven in artikel 2;

4^o "travailleurs" : de personen bedoeld in artikel 1, eerste lid, 3^o, van het decreet;

5^o "begunstigden" : de personen bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4^o, van het decreet en nader bepaald in artikel 3;

6^o "Minister" : de Minister die bevoegd is voor Tewerkstelling en Sociale Economie;

7^o "Administratie" : de Directie "Emploi et Immigration" van de Afdeling "Emploi et Formation professionnelle" van het directoraat-generaal "Economie et Emploi" van het Ministerie van het Waalse Gewest;

8^o "Commissie" : de erkennings- en opvolgingscommissie van de "I.D.E.S.S." ingesteld krachtens artikel 9 van het decreet;

9^o "kleine onderhouds-, herstel- en inrichtingswerken in woningen" : kleine herstel-, vervangings- en inrichtingswerken waarvoor geen kwalificatie nodig is, die niet door een particulier uitgevoerd zouden kunnen worden indien hij knutselaar was en niet opgesplitst kunnen worden in veelvuldige prestaties die elk goed zou zijn voor een arbeidspost waarin de markt zou kunnen voorzien;

10^o "aanleg en onderhoud van groene ruimtes" : de werken betreffende de aanleg en het onderhoud van kleine groene ruimtes zoals :

1^o het maaien van grasperken;

2^o het snoeien van hagen;

3^o onkruidbestrijding rondom woningen en binnenplaatsen;

4^o het ompspitten van tuinen en moestuinen;

5^o het kappen van brandhout;

6^o het opruimen en afvoeren van afval en/of bladeren en takken;

11^o "sociaal vervoer" : vervoer waarmee de personen bedoeld in artikel 3, § 1^{er}, 3^o en 4^o, die niet over een persoonlijk vervoermiddel of over een andere vervoermogelijkheid zoals gemeenschappelijk vervoer of taxi's beschikken zich kunnen verplaatsen;

12^o "sociaal waslokaal" : de wasserijdiensten bestemd voor de personen bedoeld in artikel 3, § 1^{er}, 3^o en 4^o;

13^o "sociale winkels" : de winkels die voedingsmiddelen of basisproducten te koop bieden aan de personen bedoeld in artikel 3, § 1, 3^o en 4^o, van het decreet tegen prijzen die minstens 30 % lager zijn dan degene die door de grote distributie worden toegepast;

14^o "schoonmaak van lokalen" : de schoonmaak van de lokalen van kleine verenigingen zonder winstoogmerk.

HOOFDSTUK II. — *Ontwikkeling van buurtdiensten en begunstigden*

Art. 2. De buurtdiensten met een maatschappelijk doel die actief zijn in de domeinen bedoeld in artikel 1, eerste lid, 9^o en 10^o, mogen slechts door een krachtens het decreet en dit besluit erkende "I.D.E.S.S." verstrekt worden, behalve als het gaat om instellingen erkend krachtens wetgevingen of regelgevingen op grond waarvan ze dat soort diensten mogen verstrekken.

De "I.D.E.S.S." die buurtdiensten ontwikkelt i.v.m. de activiteiten bedoeld in artikel 1, 9^o, neemt de vorm aan van een vennootschap met een maatschappelijk doel zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1^o, b), van het decreet. In dat geval wordt ze bij Federale Overheidsdienst Financiën geregistreerd overeenkomstig de artikelen 400 tot 408 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. Ze kan ook de vorm aannemen die bedoeld wordt in artikel 1, 1^o, a), c) en d), van het decreet maar enkel als ze zich richt tot de begunstigden bedoeld in artikel 3, § 1, 3^o en 4^o.

De "I.D.E.S.S." die buurtdiensten ontwikkelt i.v.m. de activiteiten bedoeld in artikel 1, 10^o, neemt de vorm aan van een vennootschap met een maatschappelijk doel zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1^o, b), van het decreet. Ze kan ook de vorm aannemen die bedoeld wordt in artikel 1, eerste lid, 1^o, a), c) en d), van het decreet maar enkel als ze zich richt tot de begunstigden bedoeld in artikel 3, § 1^{er}, 3^o en 4^o.

De "I.D.E.S.S." die buurtdiensten met een maatschappelijk doel ontwikkelt i.v.m. de activiteiten bedoeld in artikel 1, 11^o, kan één van de vormen aannemen die bedoeld worden in artikel 1, eerste lid, 1^o, a) tot d), van het decreet.

De "I.D.E.S.S." die buurtdiensten met een maatschappelijk doel ontwikkelt i.v.m. de activiteiten bedoeld in artikel 1, 12^o en 13^o, moet één van de vormen aannemen die bedoeld worden in artikel 1, eerste lid, 1^o, a), c) en d), van het decreet.

De "I.D.E.S.S." die buurtdiensten met een maatschappelijk doel ontwikkelt i.v.m. de activiteiten bedoeld in artikel 1, 14^o, moet de vorm aannemen van een vennootschap met een maatschappelijk doel zoals bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1^o, b), van het decreet.

Art. 3. § 1^{er}. De begunstigden zijn :

1^o hetzij de natuurlijke personen bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4^o, van het decreet die in het Waalse Gewest verblijven en hun woning als hoofdverblijf gebruiken;

2^o hetzij de rechtspersonen bedoeld in artikel 1, eerste lid, 4^o, van het decreet, waarvan de maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest gevestigd is;

3^o hetzij de natuurlijke personen die in het Waalse Gewest verblijven en die recht hebben op het leefloon en de natuurlijke personen die in het Waalse Gewest verblijven en die volgens hun laatste aanslagbiljet(ten) over een inkomen beschikken dat niet hoger is dan dat bedoeld in het koninklijk besluit van 11 juli 2002 betreffende de minimuminkomens inzake de terugbetalingen door de onderhoudsplichtigen. Wat de gezinnen betreft, wordt bovenbedoeld maximumbedrag vermenigvuldigd met 1,33;

4^o hetzij de in het Waalse Gewest verblijvende personen bedoeld in :

a) de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

b) de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen, gewijzigd bij de wetten van 3 mei 1999 en 19 april 2002;

c) de wet van 5 juni 2002 betreffende de maximumfactuur in de verzekering voor geneeskundige verzorging voor zover ze de begunstigden van de verhoogde tegemoetkoming betreffen.

§ 2. De begunstigden bedoeld in § 1, 1^o, kunnen hoogstens tien keer per jaar een beroep doen op een "I.D.E.S.S." die erkend is voor buurtdiensten i.v.m. een domein bedoeld in artikel 1, 9^o. Elke prestatie mag evenwel niet langer dan vier uren duren en slechts in het Waalse Gewest gelegen goederen betreffen, meer bepaald woningen die uitsluitend voor privé doeleinden gebruikt worden.

De termijn tussen twee prestaties bedraagt minstens één week.

Het tarief van de prestaties wordt vastgelegd op 12,10 euro per uur.

§ 3. De begunstigden bedoeld in § 1, 3^o en 4^o, kunnen een beroep doen op een "I.D.E.S.S." die erkend is voor buurtdiensten i.v.m. een domein bedoeld in artikel 1, 9^o.

De prestaties mogen niet langer duren dan 75 uren per jaar en per woning.

Het tarief van de prestaties wordt vastgelegd op maximum 10,89 euro per uur.

§ 4. De begunstigden bedoeld in § 1, 1^o, kunnen een beroep doen op een "I.D.E.S.S." die erkend is voor buurtdiensten i.v.m. een domein bedoeld in artikel 1, 10^o, binnen de volgende perken :

1^o het maaien van grasperken waarvan de oppervlakte kleiner is dan 300 m²;

2^o het snoeien van hagen die maximum 40 m lang en 3 m hoog zijn;

3^o onkruidbestrijding rondom woningen en binnenplaatsen van minder dan 75 m²;

4^o het spitten van tuinen en moestuinen waarvan de oppervlakte kleiner is dan 150 m²;

5^o het kappen van brandhout;

6^o het opruimen en afvoeren van afval en/of bladeren en takken.

Het tarief van de prestaties wordt vastgelegd op 12,10 euro per uur.

§ 5. De begunstigden bedoeld in paragraaf 1, 3^o en 4^o, kunnen een beroep doen op een "I.D.E.S.S." die erkend is voor buurtdiensten i.v.m. een domein bedoeld in artikel 1, 10^o.

Het tarief van de prestaties wordt vastgelegd op maximum 12,10 euro per uur.

§ 6. Alleen de begunstigden bedoeld in paragraaf 1, 3^o en 4^o, kunnen een beroep doen op de buurtdiensten met een maatschappelijk doel i.v.m. het domein bedoeld in artikel 1, 11^o.

De "I.D.E.S.S." die dat soort buurtdienst met een maatschappelijk doel verstrekt voldoet aan de definities, clausules, voorwaarden en technische specificaties die van toepassing zijn op het personenvervoer in het Waalse Gewest.

§ 7. Alleen de begunstigden bedoeld in § 1, 3^o en 4^o, kunnen een beroep doen op de buurtdiensten met een maatschappelijk doel i.v.m. het domein bedoeld in artikel 1, 12^o.

Het tarief van de prestaties wordt vastgelegd op maximum 8,47 euro per uur.

§ 8. Alleen de begunstigden bedoeld in § 1, 3° en 4°, kunnen een beroep doen op de buurtdiensten met een maatschappelijk doel i.v.m. het domein bedoeld in artikel 1, 13°.

§ 9. De begunstigden bedoeld in § 1, 2°, kunnen voor hun eigen lokalen slechts een beroep doen op de buurtdiensten met een maatschappelijk doel i.v.m. het domein bedoeld in artikel 1, 14°.

Deze prestaties worden beperkt tot 250 uren per jaar en per rechtspersoon. Het tarief van de prestaties wordt vastgelegd op 8,47 euro per uur.

§ 10. De bedragen bedoeld in de §§ 2 tot 5 en 7 tot 9 bevatten de BTW.

§ 11. De tarieven van de prestaties bedoeld in de §§ 2 tot 5 en 7 tot 9 worden jaarlijks geïndexeerd op basis van het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de vijfde en zesde maand van het jaar, verdeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de vijfde en zesde maand van het vorige jaar. Deze indexering mag evenwel niet hoger zijn dan de indexering van de algemene begroting van de primaire uitgaven die jaarlijks door het Waals Parlement bepaald wordt en wordt pas toegepast als de gezondheidsindex met 5 punten per referentiejaar is verhoogd.

§ 12. De in artikel 1, eerste lid 1, 1°, a), c), en d), van het decreet bedoelde "I.D.E.S.S." die buurtdiensten met een maatschappelijk doel vertrekt i.v.m. de activiteiten bedoeld in artikel 1, 9° tot 13°, mag deze diensten evenwel ontwikkelen voor andere begunstigden dan die bedoeld in artikel 3, § 1, 3° en 4°, naar rato van een totaal aantal dat maximum 20 % van het totaal aantal begunstigden vertegenwoordigt.

§ 13. De bepalingen bedoeld in de §§ 1° tot 5° en 11° en 12° kunnen nader bepaald worden door de Minister.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning en hernieuwing van de erkenning*

Art. 4. § 1. Om als "I.D.E.S.S." erkend te worden richt de instelling een aanvraag aan de Administratie. Ze gebruikt daartoe een formulier waarvan het model, na advies van het Commissariaat Easi-Wal, door de Minister bepaald wordt op voorstel van de Administratie, waar het afgegeven wordt. De aanvraag bevat, o.a., gegevens over de rechtsvorm van de aanvrager, het activiteitendomein (de activiteitendomeinen) waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, alsook het aantal werknemers waarvoor een toelage aangevraagd wordt.

De aanvraag wordt per post of per email verstuurd. Ze gaat desgevallend vergezeld van de statuten van de instelling, alsook van de laatste jaarrekeningen.

De Administratie neemt de erkenningsaanvraag in ontvangst en richt binnen vijftien dagen een bericht van ontvangst aan de verzoekende instelling. Als de erkenningsaanvraag of het dossier onvolledig is, verwittigt de Administratie de verzoekende instelling en geeft ze haar in hetzelfde schrijven kennis van de ontbrekende stukken of gegevens.

§ 2. De Administratie behandelt de erkenningsaanvraag op basis van, o.a. :

1° een verklaring op erewoord van de verzoekende instelling waarbij ze zich ertoe verbindt te voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 4, eerste lid, 1°, 2°, 6° en 12° tot 17°, van het decreet;

2° een omschrijving van de buurtdiensten die ze wenst te ontwikkelen;

3° de middelen die ze van plan is daarvoor te bestemmen teneinde de relevantie van het project te beoordelen;

4° een marktstudie betreffende betrokken activiteitendomein om de meerwaarde van het project t.o.v. de bestaande diensten aan te tonen;

5° de gegevens voor de beoordeling van de relevantie en van de economische levensvatbaarheid van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel waarvoor ze de erkenning aanvraagt, alsook het aantal werknemers die in dienst genomen zullen worden rekening houdend met het aantal betrokken begunstigden per type buurtdienst met een maatschappelijk doel en per activiteitendomein;

6° de vastlegging van de toegepaste tarieven;

7° het vormingsprogramma voor de werknemers;

8° de gegevens voor de beoordeling van de methode die toegepast moet worden om de werknemers en begunstigden bij het project te betrekken;

9° de met de FOREm gesloten overeenkomst bedoeld in artikel 4, 9°, van het decreet;

10° de partnerschapsovereenkomst(en) bedoeld in artikel 4, 10°, van het decreet en gesloten met de actoren van het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling.

De Minister kan de instelling vrijstellen van het verstrekken van bepaalde gegevens van het aanvraagdossier als de Administratie ze via rechtsgeldige bronnen heeft ingezameld.

De Minister bepaalt, op voorstel van de Administratie, welke minimale modaliteiten moeten voorkomen in de overeenkomst tot vastlegging van een partnerschap met andere operatoren, bedoeld in artikel 4, eerste lid, 5°, van het decreet.

De Minister bepaalt de modellen van overeenkomst bedoeld in artikel 4, 9° en 10°, van het decreet op voorstel van de FOREm of van de Adviescommissie van het "DIISP".

De Administratie onderwerpt de volledige aanvraag en het volledige dossier aan het advies van de Commissie binnen dertig dagen na ontvangst ervan.

Vooraleer advies uit te geven kan de Commissie van de verzoekende instelling eisen dat ze aanvullende bewijsstukken overmaakt binnen de termijn die de Commissie bepaalt. De Commissie brengt advies uit binnen dertig dagen en maakt het over aan de Administratie. Als die termijn niet in acht genomen wordt, wordt het advies niet meer vereist.

Het advies van de Commissie betreft, o.a., het aantal in dienst te nemen werknemers.

De Administratie richt een beslissingsvoorstel aan de Minister binnen vijftien dagen na ontvangst van het advies van de Commissie of, bij gebrek aan advies van de Commissie, binnen vijfenveertig dagen na het overmaken van de volledige aanvraag en het volledige dossier aan laatstgenoemde.

De Minister of de afgevaardigde ambtenaar spreekt zich over de erkenningsaanvraag uit binnen dertig dagen na ontvangst van het voorstel van de Administratie. Het aantal in dienst te nemen werknemers wordt nader bepaald in de beslissing tot erkenning. De Administratie maakt de beslissing van de Minister bij aangetekend schrijven of door

elke ander middel dat een vaste verzend- of ontvangstdatum waarborgt aan de verzoekende instelling over binnen vijftien dagen na ontvangst ervan. Ze geeft de Commissie kennis daarvan in een gewoon schrijven.

Art. 5. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning wordt ten vroegste 240 dagen en uiterlijk 120 dagen vóór het verval van de lopende erkenning aan de Administratie overgemaakt volgens dezelfde modaliteiten als die bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid.

De "I.D.E.S.S." moeten alleen de wijzigingen t.o.v. de lopende erkenning aan de Administratie meedelen. De procedure tot hernieuwing van de erkenning wordt geregeld volgens dezelfde modaliteiten als die bedoeld in artikel 4. De behandeling door de Administratie en het gemotiveerde advies van de Commissie berusten o.a. op het (de) activiteitenverslag(en) bedoeld in artikel 17 van het decreet.

HOOFDSTUK IV. — Opschorting en intrekking van de erkenning

Art. 6. § 1. Op voorstel van de Administratie kan de lopende erkenning door de Minister opgeschort worden als de erkende "I.D.E.S.S." niet meer voldoet aan één van de erkenningsvoorwaarden bepaald bij of krachtens het decreet en als de Minister acht dat de toestand van de erkende "I.D.E.S.S." vatbaar is voor regularisatie binnen de termijn die hij vastlegt.

Na afloop van die termijn kan de Minister de erkenning intrekken indien de erkende "I.D.E.S.S." geen gunstig antwoord op de motieven van de opschorting heeft gegeven.

§ 2. De lopende erkenning kan door de Minister ingetrokken worden als de erkende "I.D.E.S.S." niet meer voldoet aan één van de erkenningsvoorwaarden bepaald bij het decreet en dit besluit.

De beslissing tot opschorting of intrekking van de erkenning wordt door de Administratie aan de "I.D.E.S.S." meegedeeld bij aangetekend schrijven of door elk ander middel dat een vaste verzend- of ontvangstdatum waarborgt.

Art. 7. In geval van opschorting of van intrekking van de erkenning kan de erkende "I.D.E.S.S." bij aangetekend schrijven of door elk ander middel dat een vaste verzend- of ontvangstdatum waarborgt, een gemotiveerd beroep bij de Commissie indienen binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing tot opschorting of intrekking.

De "I.D.E.S.S." of de door haar aangewezen persoon kan op haar verzoek door de Commissie gehoord worden.

De Commissie bericht ontvangst binnen vijftien dagen, onderzoekt het beroep en maakt een adviesvoorstel aan de Minister over binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep. Als die termijn niet in acht genomen wordt, wordt het advies niet meer vereist.

De Minister bekrachtigt of vernietigt zijn beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de Commissie of, bij gebrek aan advies van de Commissie, binnen vijfenveertig dagen na het overmaken van het bericht van ontvangst bedoeld in het derde lid. De Administratie richt de beslissing binnen vijftien dagen na ontvangst ervan bij aangetekend schrijven of door elk ander middel dat een vaste verzend- of ontvangstdatum waarborgt aan de verzoeker en geeft de Commissie kennis daarvan bij gewone post.

HOOFDSTUK V. — Erkennings- en opvolgingscommissie

Art. 8. De Minister benoemt de voorzitter van de Commissie. Hij benoemt de overige leden van de Commissie op de voordracht van hun opdrachtgevers.

Art. 9. De Minister wijst de secretaris van de Commissie en diens plaatsvervanger, bedoeld in artikel 11, 8°, van het decreet, aan onder het personeel van de Administratie.

Art. 10. De Commissie maakt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring aan de Minister voor.

HOOFDSTUK VI. — Subsidies

Art. 11. § 1. Voorzover ze minstens twee voltijdse equivalente werknemers in dienst neemt, kan de Minister of de afgevaardigde ambtenaar een jaarlijkse subsidie van 1.500 euro aan de erkende "I.D.E.S.S." toekennen om de werkkosten ervan gedeeltelijk te dekken.

De Minister of de afgevaardigde ambtenaar kan ook een jaarlijkse subsidie van 8.000 euro aan de erkende "I.D.E.S.S." toekennen ter gedeeltelijke dekking van de in voltijds equivalent berekende bezoldiging van de door haar krachtens een arbeidscontract in dienst genomen werknemers bedoeld in artikel 1, 3°, a) en c), van het decreet.

De Minister of de afgevaardigde ambtenaar kan, naast de subsidie bedoeld in het tweede lid, een bijkomende subsidie van 1.000 euro toekennen per werknemer die de in artikel 3, § 3, eerste lid, § 5, eerste lid, § 6, eerste lid, § 7, eerste lid en § 8, bedoelde diensten verstrekt.

De Minister of de afgevaardigde ambtenaar kan ook de in het tweede en derde lid bedoelde subsidies toekennen aan andere werknemers dan die bedoeld in artikel 1, 3°, a) en c), van het decreet, als ze in dienst zijn genomen door een "I.D.E.S.S." die buurtdiensten bij wijze van experiment verstrekte vóór de inwerkingtreding van het decreet en in het raam van het experimenteerfonds "buurtdiensten" van de Koning Boudewijnstichting.

§ 2. Overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij of krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector; krijgt de "I.D.E.S.S." die zich binnen drie maanden na de datum van indiening van de aanvraag tot tegemoetkoming in het raam van voornoemd decreet verbindt tot de indienstneming van minstens :

1° twee voltijdse equivalente werknemers, vier punten, die bestemd moeten worden voor de werving van een halftijds tewerkgestelde werkzoekende;

2° drie voltijdse equivalente werknemers, zeven punten, die bestemd moeten worden voor de werving van één voltijds tewerkgestelde werkzoekende;

3° vijf voltijdse equivalente werknemers, elf punten, die bestemd moeten worden voor de werving van twee 1 ½-tijds equivalent tewerkgestelde werkzoekenden;

4° acht voltijdse equivalente werknemers, veertien punten, die bestemd moeten worden voor de werving van twee voltijds tewerkgestelde werkzoekenden;

5° tien voltijdse equivalente werknemers, achttien punten, die bestemd moeten worden voor de werving van drie voltijds tewerkgestelde werkzoekenden;

6° dertien voltijdse equivalente werknemers, éenentwintig punten, die bestemd moeten worden voor de werving van drie voltijds tewerkgestelde werkzoekenden;

7° vijftien voltijdse equivalente werknemers, vierentwintig punten, die bestemd moeten worden voor de werving van 3 ½ -tijds tewerkgestelde werkzoekenden.

De Minister bepaalt de berekeningsmodaliteiten bedoeld in artikel 16, tweede lid, van het decreet.

Art. 12. De Minister bepaalt de modaliteiten voor de betaling van de subsidies bedoeld in artikel 11, § 1, met inachtneming van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof.

Art. 13. Onder referentiebestand in de zin van artikel 15 van het decreet wordt verstaan het aantal werknemers, in voltijds equivalent uitgedrukt, die ingeschreven zijn bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, hierna "RSZ" genoemd.

Het aantal bezoldigde werknemers wordt op basis van de gegevens uit de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid gecontroleerd aan het einde van het kwartaal dat voorafgaat aan de indienstneming van één of meer werknemers bedoeld in artikel 1, 3°, van het decreet en aan het einde van het kwartaal in de loop waarvan hun indienstneming eindigt.

Die controle wordt door de Administratie uitgevoerd. Op verzoek van de "I.D.E.S.S." kan de Minister om behoorlijk gemotiveerde economische redenen en voor een periode van één jaar afwijken van het beginsel van tewerkstellingstoename t.o.v. het referentiebestand.

HOOFDSTUK VII. — *Opvolging, controle, toezicht en evaluatie*

Art. 14. De erkende "I.D.E.S.S." is verplicht jaarlijks uiterlijk 30 juni van het jaar na de activiteit het in artikel 17 van het decreet bedoelde verslag aan de Administratie over te maken.

De "I.D.E.S.S." worden door de Administratie geëvalueerd. De resultaten van de evaluatie worden meegedeeld aan de Commissie en aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne".

De Minister bepaalt de evaluatiemodaliteiten op grond van de gegevens bedoeld in artikel 18, tweede lid, van het decreet en van andere gegevens zoals :

- 1° de tarifieringsgegevens,
- 2° de economische levensvatbaarheid van de projecten;
- 3° de daadwerkelijk gepresteerde activiteiten t.o.v. van de toegelaten activiteiten;
- 4° de inachtneming van de vastgelegde activiteitenbeperkingen;
- 5° de uitgevoerde controles.

Art. 15. De controle en het toezicht op de naleving van het decreet en van dit besluit worden uitgeoefend door de inspecteurs bedoeld in artikel 1 van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid en overeenkomstig dit decreet.

Art. 16. Het verslag bedoeld in artikel 19 van het decreet wordt jaarlijks op voorstel van de administratie en van de Commissie door de Minister aan de Regering overgemaakt. Dat verslag wordt opgesteld volgens de modaliteiten die hij bepaalt.

HOOFDSTUK VIII. — *Diverse bepalingen*

Art. 17. De termijnen bedoeld in dit besluit zijn volle dagen. De dag van de akte, waarop de termijn ingaat, wordt niet meegerekend. De vervaldatum wordt meegerekend. Als die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldatum naar de eerstkomende werkdag verschoven.

Art. 18. De instellingen die op de datum van inwerkingtreding van het decreet en van dit besluit voor tegemoetkomingen in aanmerking kwamen krachtens voornoemd decreet van 25 april 2002 en de instellingen die buurtdiensten bij wijze van experiment verstrekten in het kader van het experimenteerfonds "buurtdiensten" van de Koning Boudewijnstichting mogen die tegemoetkomingen blijven genieten zolang de in artikel 11 bedoelde subsidies niet met die tegemoetkomingen overeenstemmen, ongeacht de financieringsbronnen.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 19. Het decreet en dit besluit treden in werking op 30 juni 2007.

Art. 20. De Minister tot wiens bevoegdheden Tewerkstelling en Sociale Economie behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 juni 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT